

Le mardi 11 octobre : Mobilisation d'urgence !



- Entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2010 le département des Côtes d'Armor, ce sont 3.340 suppressions d'emplois, dont :
- Pour le régime général, 34 emplois en agriculture pêche ; 1312 emplois en industrie ; 639 emplois dans la construction ;
 - Pour le régime agricole, ce sont 466 emplois
 - Pour les trois versants de la fonction publique (Etat, Territoriale et Santé) ce sont 829 emplois.
- S'agissant des demandeurs d'emplois toutes catégories confondues la progression est de 7 940 entre le 31 décembre 2008 et 31 août 2011.

Et il n'est pas possible de faire porter la responsabilité au niveau des salaires du département puisque ceux-ci sont les plus bas de Bretagne, eux même inférieurs de 15% à la moyenne nationale. En 2008 les salaires moyens des ouvriers et employés costarmoricains étaient respectivement de 11 278 euros et 13 209 euros alors que la valeur d'un smic annuel s'élevait à 15 670 euros.

Cette situation vécue sur notre département pénalise son développement industriel économique et fragilise fortement des milliers de familles.

Il faut sortir de cette spirale, embaucher en CDI les salariés précaires, refuser les plans sociaux déguisés tels que les ruptures conventionnelles, les heures supplémentaires....

Il faut rompre avec cette politique pour au contraire changer le travail, améliorer les conditions de travail, développer les services publics, pouvoir partir à la retraite à 60 ans en bonne santé et plus tôt pour ceux qui ont subi des travaux pénibles.

Prenant le prétexte de la dette et pour satisfaire les appétits de la finance internationale le gouvernement exige une réduction du niveau de vie des français, notamment des plus pauvres en se disant prêt à taxer les riches. C'est de la pure hypocrisie !

Le budget 2012 en discussion à l'assemblée nationale prévoit de nouvelles mesures d'austérité pour les salariés : - 30 000 emplois dans la fonction publique, augmentation des mutuelles, baisse des indemnités journalières accident du travail, augmentation de la CSG, auxquelles viennent se greffer les gels de salaires !

Or ce sont justement ces politiques de bas salaires, de suppressions et de précarisation de l'emploi, de réduction de la protection sociale, des services publics et des droits des salariés qui sont la cause de la crise.

Ça suffit ! Les salariés ne sont pas condamnés à subir, et il n'y a pas de solution sans action.

C'est par les revendications construites sur chaque lieu de travail et les mobilisations pour les faire aboutir que les salariés, unitairement, avec leurs syndicats, porteront une sortie de crise par le social.

Chaque euro gagné par les salariés, chaque emploi gagné ou conservé, chaque exonération fiscale et sociale mise au service de la production... sont autant de moyens au service de la relance économique.

Tout ce qui peut être gagné par les salariés inversera la répartition des richesses créées et représentera des milliards d'euros au niveau national et européen.

C'est pourquoi les organisations syndicales CGT ; FSU ; Solidaires du département estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir.

Elles appellent à participer aux rassemblement décidés sur le département dont SAINT-BRIEUC sur les Champs à 10 heures 30 le mardi 11 octobre journée nationale d'action interprofessionnelle. Par la participation aux manifestations et aux rassemblements, par les arrêts de travail et par la grève, les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires estiment indispensable l'intervention des salariés

RASSEMBLEMENTS :

SAINT-BRIEUC	10H30 LES CHAMPS
LANNION	11H30 PARKING DE LA POSTE
GUINGAMP	11H00 SUR L'ECHIQUIER
DINAN	11H30 ESPLANADE DE LA RESISTANCE
PONTIVY	10H30 LA PLAINE

